Bureau d'expertises extrajudiciaires de la FMH – Rapport annuel 2017

Valérie Rothhardt^a, Caroline Hartmann^b

^a avocate, cheffe du Bureau d'expertises, ^b avocate, dre en droit, cheffe adjointe du Bureau d'expertises

Son rôle

Le Bureau d'expertises extrajudiciaires de la FMH mandate un ou plusieurs experts¹, à la demande d'un patient ayant été traité en Suisse, pour déterminer si, dans le cas concret, un médecin exerçant en pratique privée ou à l'hôpital a commis une violation des règles de l'art. Les experts sont proposés par la société de discipline médicale concernée, ce qui permet de trouver des experts indépendants et compétents. Les assurances de responsabilité civile (membres de l'Association Suisse d'Assurances ASA, ci-après assurances RC) des médecins ou des hôpitaux prennent en charge les honoraires des experts, le patient devant uniquement s'acquitter d'une taxe administrative de 1000 CHF plus TVA.

Ainsi, le Bureau d'expertises est un instrument utile et efficace pour les patients et pour les médecins: il permet aux patients de faire éclaircir la question de savoir s'ils ont été victimes d'une faute médicale à *des coûts peu élevés* et il donne une base fiable aux médecins respectivement à leur assurance RC pour régler le litige de manière extrajudiciaire.

En 2017, le Bureau d'expertises extrajudiciaires de la FMH a procédé à l'établissement de 57 expertises. Les experts ont conclu à une ou plusieurs violation/s des règles de l'art dans 18 cas et n'ont constaté aucune violation des règles de l'art dans 38 autres cas.

¹ Pour faciliter la lecture, la forme masculine est utilisée dans ce texte pour désigner des personnes, mais elle englobe toujours les personnes des deux sexes.

Procédure

Les grandes étapes de la procédure sont représentées dans le schéma en-bas à gauche.

Le Bureau d'expertises de la FMH n'est pas compétent pour tous les litiges. Pour qu'il organise une expertise, il faut notamment que le patient ait subi une atteinte à sa santé et qu'aucun accord n'ait été trouvé entre les parties. Si le dommage invoqué est d'ordre purement esthétique, notre Bureau n'entre pas en matière sur le cas. De même, il ne faut pas qu'un tribunal se soit déjà prononcé sur la question de la violation des règles de l'art ni qu'une procédure soit en cours à ce sujet.

Statistiques du Bureau d'expertises extrajudiciaires

Tableau 1: Statistique détaillée, année 2017.

	Expertises établies	Violation des règles de l'art avérée	Violation des règles de l'art niée	Violation des règles de l'art indéterminée
Suisse alémanique	32	6	25	1
Tessin	5	2	3	0
Suisse romande	20	10	10	0
Toute la Suisse	57 (100%)	18 (31,6%)	38 (66,7%)	1 (1,8%)

Tableau 2: Lien de causalité, année 2017.

	Violation des règles de l'art avérée	Causalité confirmée	Causalité niée	Causalité indéterminée
Suisse alémanique	6	2	3	1
Tessin	2	2	0	0
Suisse romande	10	6	4	0
Toute la Suisse	18 (100%)	10 (56%)	7 (39%)	1 (5%)

Tableau 3: Non-entrées en matière, année 2017.

	Non-entrée en matière
Suisse alémanique	4
Tessin	1
Suisse romande	4
Toute la Suisse	9

Tableau 4: Statistique globale, années 1982–2017.

Toute la Suisse	Expertises établies	Violation des règles de l'art avérée	Violation des règles de l'art niée	Violation des règles de l'art indéterminée
1982–2017	3755 (100%)	1283 (34,2%)	2373 (63,2%)	99 (2,6%)
2008–2017	659 (100%)	284 (43,1%)	366 (55,5%)	9 (1,4%)

Classification en cas d'expertise multidisciplinaire

Nouvellement, la classification tient compte des violations des règles de l'art constatées dans chaque discipline.

Exemple: choix d'un expert principal spécialiste en gynécologie et d'un co-expert spécialiste en anesthésiologie.

- Si une violation des règles de l'art est reconnue seulement en gynécologie, l'expertise sera classée dans la discipline «gynécologie».
- Si une violation des règles de l'art est reconnue seulement en anesthésiologie, l'expertise sera classée exclusivement dans la discipline «anesthésiologie».

Tableau 5: Résultats par spécialité, année 2017 et années 1982–2017.

	Expertises établies		Violation des règles de l'art avérée		Violation des règles de l'art niée		Violation des règles de l'art indéterminée	
	2017	1982–2017	2017	1982–2017	2017	1982–2017	2017	1982–2017
Médecine générale interne (y c. médecine de famille)	8	494	2	176	6	304	0	14
Anesthésiologie	1	126	0	41	1	82	0	3
Chirurgie	8	863	5	305	3	531	0	27
Dermatologie	1	31	0	9	1	20	0	2
Gastro-entérologie	0	17	0	4	0	13	0	0
Gynécologie et obstétrique	6	479	4	184	2	287	0	8
Chirurgie de la main	4	66	1	22	3	42	0	2
Chirurgie cardiaque et vasculaire thoracique	0	28	0	9	0	18	0	1
Cardiologie	1	26	0	12	1	13	0	1
Chirurgie maxillo-faciale	1	26	0	3	1	23	0	0
Chirurgie pédiatrique	0	15	0	5	0	10	0	0
Psychiatrie pédiatrique	0	1	0	0	0	1	0	0
Néphrologie	0	2	0	0	0	0	0	0
Neurochirurgie	2	112	1	35	1	75	0	2
Neurologie	2	29	0	8	2	20	0	1
Oncologie	0	9	0	4	0	5	0	0
Ophtalmologie	2	149	1	45	1	98	0	6
Chirurgie orthopédique	16	750	4	282	12	453	0	15
Oto-rhino-laryngologie ORL	0	124	0	30	0	90	0	4
Pédiatrie	1	73	0	30	1	40	0	3
Pathologie	0	6	0	4	0	2	0	0
Pharmacologie	0	2	0	2	0	0	0	0
Médecine physique et réadaptation	0	13	0	3	0	9	0	1
Chirurgie plastique, reconstructive et esthétique	2	133	0	28	2	103	0	2
Pneumologie	0	3	0	2	0	1	0	0
Psychiatrie	0	19	0	7	0	12	0	0
Radiologie	1	58	0	14	0	40	1	4
Radio-oncologie	0	1	0	1	0	0	0	0
Rhumatologie	0	18	0	6	0	12	0	0
Urologie	1	82	0	12	1	67	0	3
Total 2016, 1982–2017	57	3755	18	1283	38	2373	1	99

- Si une violation des règles de l'art est reconnue dans ces deux disciplines, l'expertise apparaîtra dans la statistique sous «gynécologie» et «anesthésiologie».

Analyse de la statistique et comparaison avec les années précédentes

Expertises rendues en 2017: 57

- Dont traitements prodigués par des médecins en cabinet privé: 28 (49,1%)
- Dont traitements exclusivement hospitaliers: 28 (49,1%)
- Dont traitement mixte: 1 (1,8%)
- Dont équipes multidisciplinaires d'experts: 12

Ainsi, le nombre d'expertises est légèrement inférieur à la moyenne de 61 de ces cinq dernières années (2012–2016).

Pourcentage de violations des règles de l'art reconnues en 2017: 31,6%

- En 2016: 31,5%
- Lors des dix années précédentes (2007–2016): entre 31,5 et 50,6%
- Lors des cinq années précédentes (2012–2016): entre 31,5 et 46,9%

Le pourcentage de violations des règles de l'art reconnues en 2017 est donc équivalent à celui de 2016, mais inférieur à la moyenne de celui des années précédentes.

Limites quant à l'interprétation de la statistique

Pas de représentativité au niveau suisse

Ces chiffres reflètent uniquement l'activité du Bureau d'expertises de la FMH durant l'année 2017. Or, notre Bureau n'a pas le monopole en matière d'établissement d'expertises, les patients organisent régulièrement des expertises privées et les hôpitaux répondent eux-mêmes à plusieurs reproches de violation du devoir de diligence par année. Dès lors, au vu du petit nombre de données à disposition et du manque de valeurs comparatives, ces statistiques ne sauraient être prises comme base de calcul pour déterminer le nombre de violations des règles de l'art annuelles en Suisse ou quelles disciplines sont les plus touchées.

Reflète partiel du travail fourni par le Bureau d'expertises

La statistique reflète seulement les résultats relatifs aux expertises rendues – soit 57 en 2017 – et ne montre pas le grand travail administratif fourni par notre Bu-

reau: ce dernier analyse les nouvelles demandes qui lui ont été adressées sous l'angle du règlement et requiert les éventuels documents manquants. En 2017, 90 nouvelles demandes nous ont été adressées. De celles-ci, 54 ont été envoyées au délégué de la société de discipline médicale concernée. Les autres demandes sont en cours de traitement. Par ailleurs, même si les problèmes exposés n'entrent pas dans son domaine de compétence, le Bureau d'expertises s'efforce de conseiller au mieux les patients qui s'adressent à lui.

Lien de causalité entre la faute et le dommage à la santé

Si une violation des règles de l'art ou du devoir d'information a été constatée, l'expert doit déterminer si cette violation est à l'origine du dommage à la santé évoqué par le patient.

Pour cela, il doit déterminer quel aurait été l'état de santé du patient sans la violation des règles de l'art. Si le patient avait eu le même état de santé (c'est-à-dire si le dommage à la santé s'était également produit sans la faute), la violation des règles de l'art n'est pas causale. L'expert se détermine sur le lien de causalité uniquement d'un point de vue médical et non juridique.

En 2017, les experts ont reconnu un lien de causalité dans 10 cas sur les 18 où une violation des règles de l'art a été constatée. Dans 7 cas, le lien de causalité a été nié et dans un cas, il est resté indéterminé.

Information médicale au patient et communication entre médecin et patient

La question de savoir si l'information médicale donnée au patient était suffisante ne peut pas à elle seule faire l'objet d'une expertise de la FMH. Elle peut toutefois être abordée parallèlement à la violation des règles de l'art supposée.

Une information claire, complète et bien documentée revêt une importance capitale. D'une part, pour que le patient comprenne les implications du traitement et puisse prendre des décisions en toute connaissance de cause. D'autre part, pour que le médecin soit en mesure de prouver qu'il a informé le patient de manière suffisante et qu'il a respecté son obligation légale.

En 2017, les experts ont constaté une information insuffisante dans six cas où aucune violation des règles de l'art n'a été commise.

Assurance-qualité

Rendre des expertises de qualité est essentiel. Les démarches suivantes garantissent la qualité:

- Les sociétés de discipline médicale proposent un/des expert/s pour chaque cas particulier. Lorsque le cas l'exige, une équipe pluridisciplinaire d'experts est constituée. Par ce procédé, une évaluation du cas par des experts neutres et compétents est assurée. Le mandat est octroyé à/aux expert/s au terme d'une procédure de récusation. En principe, l'expertise est rendue dans la langue du patient (français, allemand ou italien).
- Les experts travaillent avec un schéma utilisé depuis de nombreuses années. Cela les aide à structurer l'expertise et à aborder tous les points déterminants. Ainsi, les parties disposent d'une expertise leur permettant de régler au mieux le litige.
- L'avocate du service juridique de la FMH compétente relit le projet d'expertise. Cet instrument d'assurance-qualité est devenu obligatoire en 2014. Il apporte le regard d'un non-médecin et soutient les experts dans la rédaction de l'expertise.
- A cela s'ajoute le temps investi par le service juridique de la FMH pour lire les projets d'expertises, et le cas échéant, le temps dont a besoin l'expert pour compléter son expertise;
- Lorsque plusieurs experts ont été mandatés, chaque étape requiert plus de temps, depuis l'audition et l'examen du patient jusqu'à la rédaction finale de l'expertise.

Le diagramme ci-dessous montre le nombre d'intervenants à la procédure devant le Bureau d'expertises: le Bureau d'expertises extrajudiciaires ne détient pas le monopole en matière d'établissement d'expertises. S'il accepte d'organiser une expertise, il dirige la procédure conformément à son règlement et traite toutes les parties équitablement.

Formulaire de feedback

Le nouvel instrument créé en 2016, le «formulaire de feedback», porte ses fruits. Le taux de réponse est élevé et permet au Bureau d'expertises de se représenter la manière dont les expertises rendues sont utilisées par les parties. Les informations reçues ont montré ce qui suit:

Lorsque l'expertise s'est révélée favorable au patient (constatation d'une violation des règles de l'art et/ou du devoir d'information ainsi que du lien de causalité), les assurances de responsabilité civile en acceptent souvent le résultat et les patients sont alors indemnisés. Parfois, le lien de causalité est contesté par l'assurance et les deux parties doivent alors négocier.

Lorsque l'expertise s'est révélée défavorable au patient (pas de constatation de violation des règles de l'art et/ou du devoir d'information ou constatation d'une telle

Conférences

Les avocates du service juridique de la FMH donnent régulièrement des conférences pour former les médecins à l'expertise médicale ou aborder la question de la responsabilité civile du médecin. En 2017, elles sont intervenues auprès de la Swiss Insurance Medicine (SIM) à Bâle, de l'Université de Saint-Gall, de l'Institut de médecine légale de l'Université de Bâle et de l'Université de Neuchâtel.

Durée de la procédure

En 2017, les procédures d'expertise ont duré en moyenne 12 à 14 mois après le dépôt de la demande. Plusieurs cas ont cependant été achevés en 9 mois.

Bien entendu, cette attente est longue, avant tout pour les patients qui souhaitent avoir une réponse à leurs questions et les médecins mis en cause. La longueur de la procédure s'explique, entre autres, par les raisons suivantes:

- La procédure est réglementée, transparente et implique toutes les parties. Cela prend du temps. Selon les cas, la recherche d'experts compétents dure à elle seule plusieurs mois, en particulier lorsque les experts proposés sont récusés par l'une des parties;
- Souvent, réunir les documents nécessaires à la réalisation de l'expertise est laborieux. De plus, peu de demandes sont complètes dès le début;
- La charge de travail de nombreux experts est telle qu'ils trouvent à peine le temps nécessaire pour effectuer ce genre de mandats supplémentaires dans le délai souhaité; la plupart y sacrifient une partie de leurs moments de loisirs;

violation mais non du lien de causalité), les patients sont alors mécontents du résultat. Cependant, ils renoncent très majoritairement à intenter une action ou à demander une expertise privée.

Les points d'achoppement qui sont mentionnés concernent principalement la longueur de la procédure et la langue de l'expertise (qui n'est pas toujours celle du patient).

Conseil scientifique

Le Conseil scientifique surveille l'activité du Bureau d'expertises extrajudiciaires sur mandat du Comité central de la FMH. Il n'a pas de compétence décisionnelle mais décharge le Comité central de son devoir de surveillance et soutient le Bureau d'expertises en cas de difficultés dans un dossier. Au cours de l'exercice en revue, le Conseil scientifique s'est réuni à deux reprises et a examiné par sondage huit dossiers d'expertise et deux décisions de non-entrée en matière.

Me Massimo Pergolis, représentant des assureurs de longue date au sein du Conseil scientifique, a participé à sa dernière séance en mai 2017. Mme Ursina Pally-Hofmann, avocate et dre en droit, lui a succédé en novembre 2017. Le Bureau d'expertises et son président remercient chaleureusement Me Pergolis pour son engagement durant ces années et lui souhaite plein succès et beaucoup de satisfaction pour la suite de sa carrière.

Dr Andreas Rindlisbacher, président, est toujours le représentant des médecins et Dr Jürg Knessl le représentant des patients.

Remerciements

De nombreuses personnes contribuent au bon fonctionnement du Bureau d'expertises extrajudiciaires.

Les collaborateurs remercient les sociétés de discipline médicale et leurs délégués pour leur précieux soutien ainsi que les experts pour leur disponibilité et le grand travail qu'ils accomplissent. Merci également aux médecins traitants et aux directions d'hôpitaux qui ont coopéré à la réalisation d'expertises.

Conseil aux patients

Avant de déposer votre demande, contactez par téléphone le Bureau d'expertises extrajudiciaires de la FMH. Ces discussions préalables permettent d'éclaircir nombre de questions en amont, pour que la procédure se déroule de la manière la plus optimale possible.

Le collaborateur compétent discutera notamment avec vous des éléments suivants:

- En fonction des éléments à votre disposition (examens antérieurs et traitements), quel/s médecin/s aurait/auraient pu commettre une violation du devoir de diligence?
- De quels documents avez-vous besoin?
- En quoi consiste votre dommage à la santé?
- etc.

Contact, modèles de documents

Nous disposons de modèles pour faciliter le dépôt d'une demande d'expertise. Vous pouvez les obtenir ici:

Bureau d'expertises extrajudiciaires de la FMH
Case postale 65

CH-3000 Berne 15

Tél. 031 359 12 10, les matins de 8 à 12 heures

Fax 031 359 12 12

www.fmh.ch → Services → Bureau d'expertises extrajudiciaires

Correspondance:
Bureau d'expertises extrajudiciaires de la FMH
Case postale 65
CH-3000 Berne 15